

Annexe unique à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME	
<i>Remarque préliminaire : les cadres I à V et X, XI et XIV doivent toujours être remplis. Les cadres VI à IX et XII et XIII sont à remplir en fonction des caractéristiques de la demande.</i>	
CADRE I	Identité du demandeur (signataire du cadre XIV)
Je soussigné(e) <input type="checkbox"/> personne physique M/Mme - Prénom : Nom : .. Registre National : Adresse : .. n° : .. bte :0..... Code postal : :Bruxelles..... Pays : Téléphone : GSM : .. Fax : E-mail : <input type="checkbox"/> personne morale Nom : Forme juridique : N° d'entreprise : Service : Adresse : n° : bte : Code postal : Localité : Pays : Prénom du représentant : Nom du représentant : en qualité : Téléphone : GSM : Fax : E-mail : agissant en qualité de : <input type="checkbox"/> propriétaire <input checked="" type="checkbox"/> copropriétaire <input type="checkbox"/> titulaire d'un droit réel sur le bien <input type="checkbox"/> locataire <input checked="" type="checkbox"/> mandataire agissant au nom et pour le compte de : Co-propriété OCTO (mandat à joindre à la demande) <input type="checkbox"/> autre (à préciser) : Personne à contacter (si différente du demandeur mentionné ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) : M/Mme - Prénom : Nom : Fonction : Téléphone : GSM : Fax : E-mail : Adresse (en Belgique) à laquelle les administrations envoient le courrier dans le cadre de la demande (si différente de celle du demandeur mentionnée ci-dessus ou si plusieurs demandeurs) : M/Mme – Prénom : Nom : Adresse : n° : bte : Code postal : Localité :	

- Les communications dans le cadre de cette demande peuvent-elles être envoyées par mail à l'adresse mentionnée ci-dessus ?

OUI/~~NON~~

NB : lorsque la demande est introduite par plusieurs personnes (physiques ou morales), indiquer les coordonnées des autres demandeurs sur une fiche complémentaire (copie du cadre I).

CADRE II		Localisation du bien concerné par la demande						
Code postal	Commune	Adresse	N°		Bte	Cadastre		
			de...	à ...		Division	Section	N°
1030	Schaerbeek		10			5	C	56 e 2

CADRE III	Objet de la demande (intitulé synthétique de la demande)
	<p><u>Régularisation d'aménagements divers d'un immeuble d'appartement</u> :</p> <p>Modifications de cloisons au sous-sol, 1^{er} étage et des duplex aux 4^e & 5^e étages</p> <p>Modification de l'emplacement des trémies d'escalier pour les logements duplex aux 4^e et 5^e étages</p> <p>Aménagement d'une salle de douche au 5^e étage dans les 2 duplexes.</p> <p>En façade rue modification des châssis côté gauche du 1^e, 2^e et 3 étages</p> <p>Au rez de chaussée côté jardin : régularisation du placement d'une pergola contre la façade arrière.</p> <p>Toutes ses modifications au PU 2003/54 on était réaliser pendant la construction année 2003-2004</p> <p>En 2024 une nouvelle citerne d'eau de pluie de 1m3 a été placé dans le jardin</p>

CADRE IV	Identification de la demande – Types d'actes et travaux (cocher le(s) type(s) de travaux concernés par la demande)
	<p><input type="checkbox"/> 1. Construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 1.1 avec l'intervention obligatoire d'un architecte (cfr chap. II et chap. III, section 1, sous-section 1 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 1.2. sans l'intervention obligatoire d'un architecte (cfr chap. II et chap. III, section 1, sous-section 2 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 2. Démolir sans reconstruire (cfr chap. II et chap. III, section 2 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 3. Modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien <u>bâti</u> (cfr chap. II et chap. III, section 3 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 4. Modifier le nombre de logements dans une construction existante (cfr chap. II et chap. III, section 3 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 5. Placer (nombre) dispositif(s) de publicité (cfr chap. II et chap. III, section 4, sous-section 1 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 6. Placer (nombre) enseigne(s) et/ou publicité(s) associée(s) à l'enseigne (cfr chap. II et chap. III, section 4, sous-section 2 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 7. Modifier la destination ou l'utilisation d'un bien <u>non bâti</u> (cfr chap. II et chap. III, section 5 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 8. Utiliser un terrain pour le dépôt, pour le stationnement de véhicules ou pour le placement d'installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation (cfr chap. II et chap. III, section 6 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 9. Abattre, déplacer ou pratiquer toute intervention susceptible de mettre en péril la survie de (nombre) arbre(s) à haute tige (hors voirie) / modifier la silhouette de (nombre) arbre(s) inscrit(s) l'inventaire du patrimoine immobilier (cfr chap. II et chap. III, section 7 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 10. Aménager un espace vert et/ou modifier le relief du sol, déboiser ou encore défricher ou modifier la végétation d'une zone dont le Gouvernement jugerait la protection nécessaire (cfr chap. II et chap. III, section 8 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 11. Réaliser des travaux d'infrastructure et/ou d'aménagement urbain (cfr chap. II et chap. III, section 9 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 12. Placer ou modifier une installation de télécommunication (cfr chap. II et chap. III, section 10 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 13. Placer des installations temporaires événementielles ou liées à un chantier (cfr chap. II et chap. III, section 11 de l'arrêté)</p> <p><input type="checkbox"/> 14. Réaliser des actes et travaux concernant un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours de classement ou d'inscription (cfr chap. II et chap. IV de l'arrêté) (le cas échéant, cocher également le(s) type(s) d'actes et travaux visés aux points 1 à 13).</p>

☐ 15. AutreRégularisation

CADRE V	Particularité(s) de la demande (cocher le(s) type(s) de procédure concernée par la demande)
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme à durée limitée.
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme à durée limitée visant l'occupation temporaire dans un bâtiment existant.
<input type="checkbox"/>	Demande permis de régularisation simplifié visé à l'article 330, §3 du CoBAT.
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme avec étude ou rapport d'incidences, en urbanisme (annexe A ou B du CoBAT).
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme pour un « projet mixte » (nécessitant simultanément un permis d'environnement de classe IA ou IB).
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme faisant suite à un certificat d'urbanisme. Certificat délivré le : réf communale : réf régionale :
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme concernant un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours de classement ou d'inscription. date de l'arrêté :
<input checked="" type="checkbox"/>	Demande de « permis d'urbanisme modificatif » (portant sur des parties non mises en œuvre d'un permis délivré et en cours de validité). permis initial délivré le : ... 21-05-2003 ... réf communale : ... PU 2003/54 réf régionale :
<input type="checkbox"/>	Modification d'une demande de permis d'urbanisme en cours de procédure. réf communale : réf régionale : de la demande initiale.
<input type="checkbox"/>	Demande de permis d'urbanisme pouvant bénéficier d'un délai de péremption de dix ans (demandes relatives à des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné et relatives soit une zone d'espaces verts soit l'une des hypothèses de compétence du fonctionnaire délégué visées à l'article 123/2, § 1 ^{er} , 1° à 3°, du CoBAT)
<input type="checkbox"/>	Demande ne présentant aucune des particularités précédentes.

CADRE VI	Caractéristiques du projet (remplir les cases pertinentes en fonction du projet)		
	<i>NB : en cas de bâtiments multiples, remplir le tableau ci-dessous pour la globalité du projet et un tableau par bâtiment détaillant les données pertinentes.</i>		
<u>TERRAIN</u>			
Superficie du terrain (m ²)	S	...522.....	
		Existant	Projeté
<u>CONSTRUCTION HORS-SOL</u>			
Total de la superficie de plancher de tous les niveaux hors-sol (totalement ou partiellement) (m ²)	P	...1418.....	...1418.....
Rapport plancher hors-sol/superficie du terrain	P/S	...2.7.....	...2.7.....
Volume total de la construction hors-sol (m ³)		...4104,28.....	4104,28.....
<u>EMPRISE DE LA CONSTRUCTION</u>			
Superficie au sol, calculée en projection horizontale sur la(les) parcelle(s), occupée ou surplombée par des constructions hors-sol, déduction faite des auvents et marquises (m ²)	E	272.....	.....272.....
Taux d'emprise	E/S	...0.52.....	...0.52.....
<u>SUPERFICIE IMPERMEABLE</u>			
Superficie totale de la (des) construction(s), cumulée à la superficie de toutes les surfaces imperméables égouttées, telles que les voies d'accès, aires de stationnement, terrasses, constructions enterrées, ... (m ²)	I	...330.....	.....330.....
Taux d'imperméabilisation	I/S	...0.6.....	...0.6.....
<u>SUPERFICIE DE TOITURE VERTE OU VERDURISEE/VEGETALISEE (m²)</u>		....0.....	....0.....
<u>CITERNE D'EAU DE PLUIE (m³)</u>		.....0.....	.....1.....
<u>DISPOSITIF DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (m³)</u>	/...../.....
<u>LOGEMENT</u>			
Nombre de :			
- studios	/...../.....
- appartements 1 ch.	/...../.....
- appartements 2 ch.		...2.....	...2.....
- appartements 3 ch.		....7.....	....7.....

- appartements 4 ch. ou plus - maisons unifamiliales	/...../...../...../.....
Nombre total de logements	L	.....9.....	.....9.....
Densité de logements par hectare	L/Sx10. 000	...172,4.....	...172,4.....
Superficie de terrain (<i>m²</i>) par logement	S/L	...58.....	.....58.....
<u>LOGEMENT COLLECTIF / PARTAGÉ/MODULAIRE</u>			
Nombre de chambres / d’entités / d’unités (Préciser le(s) type(s) de logement)	/...../...../...../.....
<u>ETABLISSEMENT HÔTELIER</u>			
Nombre de chambres ou d’entités	/...../.....
<u>CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURES ACCESSIBLES AU PUBLIC</u>			
Capacité d’accueil maximale (nombre de personnes)	/...../.....

CADRE VII		Tableau des superficies de plancher (m ²) (remplir les cases pertinentes en fonction du projet) <i>NB : les surfaces communes (dégagements, communs, ...) sont à répartir au prorata des activités respectives concernées.</i> <i>NB : en cas de bâtiments multiples, remplir le tableau ci-dessous pour la globalité du projet et un tableau par bâtiment détaillant les données pertinentes.</i> <i>NB : si l'immeuble comporte plus de niveaux que ceux prévus dans le présent cadre, fournir un tableau similaire complémentaire, en annexe.</i>																
AFFECTATION SELON LE GLOSSAIRE DU PLAN RÉGIONAL D'AFFECTATION DU SOL		ETAT	-3	-2	-1	Total sous-sol	0	+1	+2	+3	+4	+5	+6	+7	+8	+9	+10	Total hors-sol
Logement		Existant			400	400	272	281	281	281	225	78						1418
		Projeté			400	400	272	281	281	281	225	78						1418
Bureau		Existant																
		Projeté																
Equipement d'intérêt collectif ou de service public		Existant																
		Projeté																
Commerce	Grand commerce spécialisé	Existant																
		Projeté																
	Autre	Existant																
		Projeté																
Commerce de gros		Existant																
		Projeté																
Etablissement hôtelier		Existant																
		Projeté																
Activités productives	artisanales	Existant																
		Projeté																
	de haute technologie	Existant																
		Projeté																
	industrielles	Existant																
		Projeté																
	de production de services matériels	Existant																
		Projeté																
de production de biens immatériels	Existant																	
	Projeté																	
Activités logistiques		Existant																
		Projeté																
Services intégrés aux entreprises		Existant																
		Projeté																
Autre (à préciser)		Existant																
		Projeté																
Total de la superficie plancher		Existant			400	400	272	281	281	281	225	78						1418
		Projeté			400	400	272	281	281	281	225	78						1418

[illegible]

CADRE IX		Actes et travaux d'infrastructure et/ou d'aménagement urbain et/ou d'aménagement d'espace vert			
VOIRIES :		Hiérarchie <input type="checkbox"/> résidentielle <input type="checkbox"/> interquartier <input type="checkbox"/> locale <input type="checkbox"/> principale		Propriété <input type="checkbox"/> communale <input type="checkbox"/> privée <input type="checkbox"/> régionale <input type="checkbox"/> autre :	
Nature des travaux voirie : <input type="checkbox"/> à créer <input type="checkbox"/> en totalité (de façades à façades) <input type="checkbox"/> en partie du profil en travers		<input type="checkbox"/> à rénover/modifier <input type="checkbox"/> en totalité (de façades à façades) <input type="checkbox"/> en partie du profil en travers			
Aménagement Aire d'intervention (<i>superficie totale en m²</i>) - pleine terre (<i>superficie totale en m²</i>) - revêtement semi-perméable (<i>superficie totale en m²</i>) - revêtement imperméable (<i>superficie totale en m²</i>) Berme/pelouse (<i>m²</i>) Berme/pelouse (<i>m linéaires</i>) Arbre à haute tige (<i>nombre</i>) Arbre à haute tige (<i>essence</i>) (NB : en cas d'essences variées, fournir un tableau similaire complémentaire, en annexe)		Existant		Projeté	
				Type de revêtement	
		Existant		Projeté	
Voirie (<i>m²</i>) dont : - chaussée carrossable (<i>m²</i>) - chaussée carrossable (<i>m linéaires</i>) - stationnement global (<i>m linéaires</i>) - stationnement global (<i>nombre d'emplacements</i>) - stationnement PMR (<i>nombre d'emplacements</i>) - stationnement taxi (<i>nombre d'emplacements</i>) - stationnement voitures partagées (<i>nombre d'emplacements</i>) - stationnement vélos (<i>nombre d'emplacements</i>) - station de vélos partagés (<i>nombre d'emplacements</i>) - zone de livraison (<i>m linéaires</i>) - piste cyclable marquée (<i>m linéaires</i>) - arrêt de transports en commun (<i>nombre et m linéaires</i>) - site propre transports en commun uniquement (<i>m linéaires</i>) - site propre transports en commun + taxis (<i>m linéaires</i>) - site propre transports en commun + vélos (<i>m linéaires</i>) - Trottoir (<i>m²</i>) - Trottoir (<i>m linéaires</i>) - Trottoir cyclo-piéton (<i>m²</i>) - Trottoir cyclo-piéton (<i>m linéaires</i>)					
ECLAIRAGE PUBLIC Typologie (ex : console, poteau, axiale, ...) Longueur (<i>m linéaires</i>) Points lumineux (<i>nombre</i>) Consommation (<i>kw/h</i>)		Existant		Projeté	
COURS ET ETENDUES D'EAU Curage d'un cours d'eau (<i>m linéaires</i>) Curage d'une étendue d'eau (<i>m²</i>) Restauration des berges (<i>m linéaires</i>) Restauration d'un cours d'eau voûté (<i>m linéaires</i>) Remise à ciel ouvert (<i>m linéaires</i>)		Existant		Projeté	
ESPACES « VERTS » <input type="checkbox"/> public <input type="checkbox"/> privé Types d'espace « vert » (ex : parc, bois, terrain de sport, etc.) Superficie de l'espace « vert » (<i>m²</i>) Taux d'imperméabilisation Emprise des travaux (<i>m²</i>) Type de travaux		Existant		Projeté	
		<input type="checkbox"/> création <input type="checkbox"/> modification/rénovation <input type="checkbox"/> suppression			

Passerelle	mode :	longueur (m) :	surface tablier (m^2) :
Pont	mode :	longueur (m) :	surface tablier (m^2) :
Tunnel	mode :	longueur (m) :	volume en sous-sol (m^3) :
Bassin d'orage	capacité (m^3) :	surface (m^2) :	
Ligne de métro	longueur (m) :	voies ($nbre$) :	stations ($nbre$) :
Ligne de chemin de fer	longueur (m) :	voies ($nbre$) :	stations ($nbre$) :
Autre			

Réglementation en vigueur et dérogations sollicitées

☒ Le Plan régional d'affectation du sol (PRAS),
☒ Le Règlement régional d'urbanisme (RRU) et (*à cocher et remplir, le cas échéant*) :
☐ Le plan d'aménagement directeur (PAD) :
☐ Le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) :
☐ Le règlement communal d'urbanisme (ou des bâtisses) général ou spécifique :

☐ Le règlement d'urbanisme zoné (communal ou régional) :
☐ Le permis de lotir :
☐ L'arrêté de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde ou d'ouverture de la procédure :

☐ Les prescriptions réglementaires du Plan Régional de Mobilité (PRM) et/ou d'un Plan Communal de Mobilité (PCM) :

☐ Autre :

[illegible]

CADRE XI

N.B. : Conformément à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement, ces documents seront chargés par le demandeur sur la plate-forme numérique mise à disposition par l'administration régionale en charge de l'urbanisme. Ils y seront consultables par toute personne durant l'enquête publique.

☒ 01. Formulaire de demande de permis d'urbanisme (= Annexe 1. de l'arrêté)

☒ 02. Note explicative

☒ 03. Photos significatives

☒ 04. Plans (localisation, implantation, réalisation, détails)

☒ 05. Plans de synthèse (dossier A3)

☒ 06. Renseignements relatifs au titre de propriété

☐ 07. Preuve du paiement des frais de dossier

☐ 08. Avertissement au(x) (co)propriétaire(s) (= *Annexe 2. de l'arrêté*) + Preuve de l'avertissement

☒ 09. Mandat

☒ 10. Formulaire permettant au SIAMU de remettre son avis + le cas échéant, la fiche descriptive et ses annexes éventuelles

☒ 11. Avis du SIAMU + Jeu de plans cachetés par le SIAMU (seulement en cas d'application de l'article 330, § 3, du CoBAT)

<input type="checkbox"/> 12. Proposition PEB + en cas de demande de dérogation, la note justifiant cette demande
<input type="checkbox"/> 13. Note préparatoire à l'étude d'incidences ou rapport d'incidences
<input type="checkbox"/> 14. Evaluation appropriée requise par la législation relative à la conservation de la nature
<input type="checkbox"/> 15. Les documents relatifs à la reconnaissance de l'état du sol (RES)
<input type="checkbox"/> 16. Avis du Maître-architecte
<input type="checkbox"/> 17. Note motivée ou tout autre document pouvant être imposé par un plan d'affectation du sol ou un règlement d'urbanisme
<input type="checkbox"/> 18. Autorisation préalable du gestionnaire du cours d'eau
<input checked="" type="checkbox"/> 19. Formulaire statistique INS
<input type="checkbox"/> 20. Axonométrie
<input type="checkbox"/> 21. Reportage photographique intérieur
<input type="checkbox"/> 22. Pièce justifiant l'existence d'un chantier
<input type="checkbox"/> 23. Visuel de la publicité sur bâche de chantier et/ou vinyle publicitaire ou assimilé
<input type="checkbox"/> 24. Montage photos
Liste des documents spécifiques relatifs aux biens classés ou inscrit sur la liste de sauvegarde (ou en cours de classement ou d'inscription)
<input type="checkbox"/> 25. Note d'intentions
<input type="checkbox"/> 26. Etudes préliminaires
<input type="checkbox"/> 27. Plans comprenant un relevé des éléments architecturaux ou de végétation et les détails d'exécution des interventions
<input type="checkbox"/> 28. Description des travaux et des techniques
Option : éléments supplémentaires pertinents
<input type="checkbox"/> Note de calcul explicative des dispositifs choisis en vue de l'optimisation de la gestion des eaux
<input type="checkbox"/> Note d'ensoleillement
<input type="checkbox"/> Note de démolition (stabilité)
<input type="checkbox"/> Analyse phytosanitaire pour abattage d'arbre
<input type="checkbox"/> Note acoustique
<input type="checkbox"/>

CADRE XII	Identité et déclaration de l'architecte <i>(à remplir pour les actes et travaux pour lesquels l'intervention d'un architecte est obligatoire)</i>
------------------	---

1/ L'architecte auteur des plans

L'architecte auteur des plans est :

☐ un architecte
☒ une « société architecte »
☐ l'association de fait, dénommée :
 et dont le mandataire est : ☐ un architecte ☐ une « société architecte »

Coordonnées de l'architecte : M/Mme – Prénom : Nom :
 N° registre national : N° matricule (*Ordre des architectes*) :
 Adresse :
 Code postal : Localité :
 Téléphone : Fax : E-mail :

Coordonnées de la « société architecte » : Nom :ATELIER PARALLEL.....
 Forme juridique : ...SRL..... N° d'entreprise : ...476 459 545.. N° matricule (*Ordre des architectes*) : 2500154
 Adresse du siège social : Av Leonard Mommaerts..11
 Code postal : ...1140..... Localité :Bruxelles
 Représentée par l'architecte:Nathalie Hollevoet.....
 Téléphone :0496552853.. Fax : E-mail :nathalie@atelierparallel.be.....

2/ L'architecte chargé du contrôle

L'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux et de leur conformité au permis d'urbanisme ainsi qu'à la réglementation en vigueur est : ☒ le susnommé auteur des plans ☐ autre (*coordonnées*)

Dans le cas où l'architecte chargé du contrôle est différent de l'architecte auteur des plans, le demandeur remplit les données suivantes :

L'architecte chargé du contrôle est :

☐ un architecte
☐ une « société architecte »
☐ l'association de fait, dénommée :
 et dont le mandataire est : ☐ un architecte ☐ une « société architecte »

Coordonnées de l'architecte : M/Mme – Prénom : Nom :
 N° registre national : N° matricule (*Ordre des architectes*) :
 Adresse :
 Code postal : Localité :
 Téléphone : Fax : E-mail :

Coordonnées de la « société architecte » : Nom :
 Forme juridique : N° d'entreprise : N° matricule (*Ordre des architectes*) :
 Adresse du siège social :
 Code postal : Localité :
 Représentée par l'architecte:
 Téléphone : Fax : E-mail :

3/ Déclaration de l'architecte auteur des plans

Je déclare être en droit d'exercer la profession d'architecte en Belgique et être valablement assuré.

Je déclare avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur visée au cadre X.

Je déclare ☒ n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le projet faisant l'objet de la demande
 ☐ relever que le projet faisant l'objet de la demande nécessite des dérogations sollicitées au cadre X.

Je certifie que les renseignements repris dans le présent cadre sont sincères et exacts.

Le (date)07-04-2025.. Signature de l'architecte

Dispositif de gestion des eaux pluviales : technique(s) d'aménagement et/ou ouvrage(s) assurant le stockage temporaire des eaux pluviales, au travers d'une ou plusieurs fonction(s) d'infiltration, d'évaporation, d'évapotranspiration et/ou de débit régulé.

Enseigne : inscription, forme, image ou ensemble de celles-ci apposé(e) sur un immeuble et relative/relatif à une activité qui s'y exerce. Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits.

Entreposage : stockage de biens meubles à ciel ouvert ou non.

Équipement d'intérêt collectif ou de service public : construction ou installation qui est affectée à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, les équipements scolaires, culturels, sportifs, sociaux, de santé, de culte reconnus et de morale laïque. Sont également considérés comme de l'équipement d'intérêt collectif ou de service public, les missions diplomatiques, les postes consulaires de carrière des Etats reconnus par la Belgique ainsi que les représentations des entités fédérées ou assimilées de ces Etats. Sont exclus les locaux de gestion ou d'administration des autres services publics.

Etablissement hôtelier : établissement d'accueil de personnes pouvant offrir des prestations de services à la clientèle, tel que hôtel, auberge, auberge de jeunesse, motel, pension, apart-hôtel, flat-hôtel, ...

Grand commerce spécialisé : commerce de superficie supérieure ou égale à 500 m² et dont l'activité consiste en la fourniture de services ou la vente de biens meubles qui relève d'un secteur spécialisé à l'exclusion du secteur alimentaire.

Logement : ensemble de locaux destinés à l'habitation, réunissant les fonctions de sommeil, de séjour, de préparation et de prise des repas et d'hygiène et non interrompue par les éventuelles parties communes de l'immeuble.

Logement modulaire : logement répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- être formé par des modules composés de matériaux légers, déplaçable et temporaire ;
- présenter un caractère social prépondérant ;
- être installé par un opérateur immobilier public ou par toute autre personne agréée à cet effet ;
- avoir une superficie de plancher nette minimale déterminée en fonction du nombre de personnes occupant le logement ; cette superficie nette minimale ne peut être inférieure à 12 m² pour un logement occupé par une personne.

Logement partagé : logement destiné à l'habitation de plusieurs ménages.

Parcelle : parcelle cadastrale.

Publicité :

inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, quel que soit le type de format ou de technologie utilisé, en ce compris le dispositif qui la supporte, à l'exclusion des enseignes et de la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique. La publicité peut être : - d'intérêt public (totalement ou principalement), c'est-à-dire liée (totalement ou principalement) à des événements culturels, sportifs ou sociaux, concerner des panneaux explicatifs, des campagnes de sensibilisation concernant la santé publique, le social, la culture, la mobilité d'intérêt public, l'environnement ou concerner une enquête publique. - d'intérêt commercial (totalement ou principalement), c'est-à-dire liée visant des marques, produits et/ou services commerciaux.

Publicité associée à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis.

Situation existante : situation existante de droit et non de fait.

Superficie de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins de 2,20 m dans tous les locaux, à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Terrain : parcelle ou ensemble de parcelles contigües, cadastrées ou non, appartenant à un même propriétaire.

Utilisation : l'utilisation s'entend, au sein de la destination visée à l'article 98, §1^{er}, 5°, a), de l'activité précise qui s'exerce dans ou sur le bien. A défaut d'informations à ce sujet dans le permis, la première utilisation est considérée comme une modification d'utilisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme

Bruxelles, 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du
Développement territorial, de la Politique de la Ville, des
Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la
Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté
publique,